

La position anti-choix

Afin de mieux s'opposer au message des groupes anti-choix qui désirent avoir un plus grand contrôle de la sexualité des femmes par la criminalisation de l'avortement, il est important de comprendre les arguments qu'ils avancent. Ce qui suit est une brève description des principaux arguments anti-choix, des groupes qui les avancent et des tactiques qu'ils utilisent.

Arguments anti-choix

Le mouvement pro-choix croit que les décisions concernant la sexualité des femmes leur reviennent parce que, lorsqu'elles ont accès à de l'information fiable et à des services de qualité, elles sont les seules à pouvoir faire des choix judicieux pour elles-mêmes ainsi que pour leur famille et leur communauté. Par opposition, les groupes anti-choix croient que les femmes ont besoin de directives fermes, telles que des lois, pour guider leurs comportements. Ils croient que les services de santé sexuelle et génésique sanctionnent ce qu'ils considèrent comme des conduites sexuelles immorales, tel le fait d'avoir plusieurs partenaires sexuels. Des opinions religieuses ou des valeurs familiales « traditionnelles » peuvent faire partie de ces croyances.

Qu'ils soient mus par des croyances religieuses ou non, les groupes anti-choix attaquent souvent l'avortement en tant que sujet symbolique. Ils avancent que la vie commence dès la conception, ce qui est une question philosophique plutôt que scientifiquement résoluble. Ils croient que leur code moral devrait guider le droit pénal fédéral et les choix des femmes. Ils appuient souvent les « droits des fœtus », une opinion selon laquelle les fœtus et les embryons sont des êtres humains, malgré le fait qu'ils sont à l'intérieur d'une personne et totalement dépendants d'elle. Les groupes anti-choix préfèrent généralement ignorer les conséquences de la criminalisation de l'avortement pour les femmes, telles que la perte totale du contrôle de leur corps et de leur vie, ainsi que les risques de maladie ou de mort résultant d'avortements insalubres.

Les groupes anti-choix font avancer leurs opinions en stigmatisant et en isolant les questions de droits sexuels et génésiques. La stigmatisation est le fait de dépeindre les droits sexuels et génésiques acceptés et établis comme ne faisant pas partie du courant normal, ce qui est souvent accompli par la désinformation. Parmi les exemples typiques : déclarer que les condoms ne réduisent pas de façon statistique le risque de VIH/SIDA et que l'éducation sexuelle fait la promotion de la promiscuité et de l'irresponsabilité. Le pivot de cette approche est l'utilisation délibérée d'un langage erroné et

trompeur, tel que le fait de parler de fœtus ou d'embryons comme s'il s'agissait de « bébés », ou en utilisant le terme « pesticides à bébé » pour décrire les contraceptifs oraux.

La deuxième stratégie souvent utilisée est d'isoler une question particulière pour qu'elle paraisse distincte de sujets non controversés. Par exemple, l'avortement est souvent présenté comme une question séparée des droits sexuels et génésiques.

Contre cette position

Pour contrer ces messages, il est essentiel de présenter la protection des droits sexuels et génésiques de façon positive, d'affirmer que ces droits font partie du courant normal et sont appuyés par la majorité de la population générale et étudiante. Il faut contrer par des faits et des preuves les mythes comme la notion erronée que tous les groupes religieux sont anti-choix. Il faut rejeter les termes utilisés par les groupes anti-choix pour décrire l'activisme pro-choix, tels que « avortiste », « anti-famille » et « anti-vie », en soulignant le fait que le choix n'est pas seulement la promotion de l'avortement ou de toute autre option en particulier. Il s'agit plutôt d'avoir accès à un plein éventail d'options et de mettre de l'avant la sécurité et la « vie » des femmes, dont plusieurs risquent des blessures ou la mort lorsqu'elles n'ont recours qu'à des avortements insalubres et illégaux. Les déclarations d'appui et le travail en coalition sont de bonnes indications du soutien général pour cette cause ainsi que l'opposition aux stratégies des groupes anti-choix, qui sont souvent bien financés et appuyés par des organismes anti-choix.

Violence et harcèlement anti-choix

Des groupes et individus anti-choix ont recours à des méthodes coercitives et même occasionnellement à la violence pour faire avancer leurs idées. Ceci inclut le piquetage de cliniques d'avortement pour intimider les femmes et le personnel, un geste qui enfreint la loi et qui porte atteinte à la vie privée. Des militants anti-choix utilisent aussi la violence directe. Il y a eu plus d'une dizaine de meurtres et une vingtaine de tentatives de meurtre de personnes travaillant dans des cliniques d'avortement, ainsi que plusieurs attentats à la bombe et incendies criminels de cliniques en Amérique du Nord depuis le début des années 1990.¹ Des groupes anti-choix se sont aussi servi de poursuites et de menaces de poursuites pour forcer des activistes pro-choix, particulièrement des étudiantes et étudiants du postsecondaire, à cesser leur mobilisation sur les campus.

Par exemple, la University of British Columbia Students' Union Okanagan (UBCSUO) a refusé le statut de club à un groupe d'étudiantes et d'étudiants anti-choix appelé Students for Life lorsqu'ils ont désobéi aux directives du conseil d'administration, dont celle de ne pas afficher le « Genocide Awareness Project » (GAP) dans les aires publiques du campus. Un membre de Students for Life a poursuivi l'UBCSUO devant le tribunal des droits de la personne de la C.-B., pour cause de violation de liberté politique, mais le juge a refusé d'entendre la cause en citant un manque de preuve à cet effet. Deux autres membres de Students for Life ont alors tenté de plaider qu'il y avait eu violation de leur droit de liberté religieuse, mais la cause a été jugée irrecevable. Le groupe Students for Life a alors fait appel devant la cour suprême de la C.-B., qui a tranché en faveur du syndicat étudiant, statuant que nul ne peut être obligé d'appuyer la promotion des opinions religieuses d'une autre personne par le biais de leur syndicat étudiant.

Il est important de noter que le but des groupes anti-choix n'est pas de gagner de telles causes en raison de leur fondement, mais bien de diminuer les ressources et le moral des syndicats étudiants jusqu'à ce qu'ils soient forcés de leur accorder un statut. De fait, l'UBCSUO s'est retrouvé avec des honoraires d'avocat de 45 000 \$ à payer, alors que la source de financement de Students for Life n'a jamais été identifiée, mais est soupçonnée de provenir de dons de particuliers. En reconnaissant cette stratégie, l'UBCSUO avait jugé très tôt que toutes les actions possibles pourraient finir devant les tribunaux. Geste capital, ils n'ont pas refusé dès le départ le statut de club, mais seulement après que le club ait enfreint les directives établies par leur conseil d'administration. Ce fut l'un des points forts de leur cause. À l'inverse, le syndicat Capilano Students' Union avait dès le départ refusé d'accorder le statut de club à un groupe similaire et, sous la contrainte financière des menaces de poursuites, il a dû accepter un règlement hors cour.

Genocide Awareness Project - GAP (projet de sensibilisation au génocide)

Le GAP est une présence controversée sur les campus du Canada. Il s'agit d'une exposition anti-choix itinérante affichant d'énormes images. Elle est dirigée par le Centre for Bio-Ethical Reform (CBR) de Californie et le Canadian Centre for Bio-Ethical Reform, qui sont financés par des intérêts privés.

Le GAP prétend que l'avortement est semblable à des crimes historiques hautement organisés et motivés par la haine, comme l'Holocauste, le génocide au Rwanda et les pendaisons racistes aux États-Unis. L'utilisation d'images de victimes de la haine fondée sur la race, l'ethnie ou la religion est à la fois raciste et antisémite. En faisant le lien entre les génocides et l'avortement, des références historiques complexes sont simplifiées par l'utilisation d'images choquantes qui peuvent être traumatisantes pour les étudiantes et étudiants.

Ce matériel reflète aussi une opinion sexiste selon laquelle le corps des femmes et leurs choix en matière de reproduction devraient être contrôlés. Les femmes sont dépeintes comme des êtres faibles incapables de prendre des décisions difficiles, ou alors comme des êtres égoïstes qui ne veulent pas avoir d'enfants.

Dans certains cas, des affrontements ont eu lieu avec des activistes pro-choix et antiracistes, que le GAP a menacés de poursuivre. Les menaces de poursuites sont communément utilisées pour contraindre les syndicats étudiants qui s'opposent au GAP et polariser le débat. Le GAP prétend que leur exclusion des campus porte atteinte à leur liberté d'expression et ce, malgré le fait que leur principale stratégie pour promouvoir le « débat » est de traumatiser les étudiantes et étudiants plutôt que d'entamer un débat.

Étant donné la propension du GAP à avoir recours aux poursuites comme stratégie politique, il est préférable d'éviter la confrontation et les contacts physiques lors d'échanges avec ce groupe. Il faut être sur ses gardes lors d'initiatives de désobéissance civile (comme couvrir le présentoir d'un large drap), et s'assurer d'agir en groupe nombreux. Les stratégies efficaces comprennent : des pétitions contre la permission accordée au GAP sur le campus, la tenue de contre-manifestations et la distribution de dépliants d'opposition.

Autres groupes anti-choix

The Campaign Life Coalition

Groupe de pression politique qui fait la promotion directe ou indirecte de mesures législatives visant à criminaliser l'avortement et les technologies génésiques.

Canadian Centre for Bio-Ethical Reform

Centre visant la criminalisation de l'avortement par l'utilisation de tactiques conflictuelles, comme celles du GAP, appuyé par de riches donateurs particuliers.

The National Campus Life Network

Réseau qui cible la population étudiante postsecondaire en offrant des ressources afin de favoriser une présence anti-choix croissante sur les campus. Son site Web affiche une liste des groupes sur les campus au Canada.

LifeCanada

Association nationale de groupes anti-choix qui se concentrent sur des initiatives d'éducation dont le but est de faciliter la coordination du programme anti-choix.

REAL Women of Canada

Groupement antiféministe qui appuie les valeurs familiales « traditionnelles » telles que les mères au foyer et qui s'oppose aux services de garderie universels et à l'homosexualité.

1 Coalition pour le droit à l'avortement au Canada